

NOUVEL APPEL D'OFFRE PÉTROLIER DE L'EQUATEUR : ÉVALUATION DE RISQUE

La présente évaluation offre une vue d'ensemble des questions de problèmes hérités, ainsi que des facteurs de risques économiques, juridiques, sociaux et environnementaux auxquels font face les entreprises souhaitant soumettre une offre aux enchères pétrolières de la session Sur Oriente (Ronda Sur Oriente).

Responsabilités "héritées"

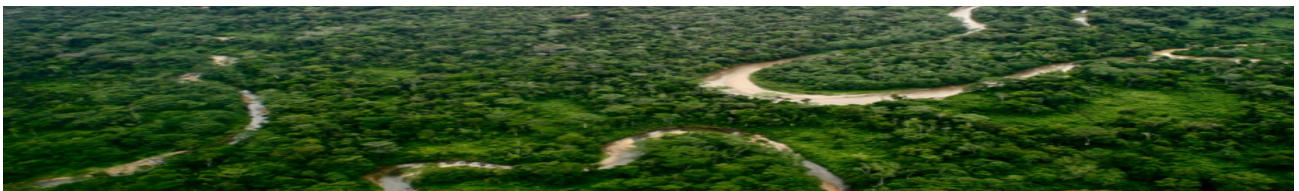
Le sud-est de l'Amazonie équatorienne, qui recouvre une surface de près de 8,5 millions d'hectares divisée en 21 blocs pétroliers, est un lieu de conflits graves entre les groupes autochtones, l'Etat et les sociétés pétrolières. L'Equateur avait déjà proposé la majorité des blocs compris dans cet 11ème session auparavant, mais elle avait été contrainte d'annuler l'appel d'offre, faute d'enchérisseur.

Plusieurs sociétés, telles que l'Atlantic Richfield Company (ARCO), Burlington Resources, ConocoPhillips, Compania General de Combustibles (CGC) et Perenco, détenaient des droits de développement d'hydrocarbures dans deux des blocs présentés aujourd'hui à la session Sur Oriente. Ces deux blocs ont été paralysés pendant près de dix ans, suite à la résistance des peuples autochtones, forçant ainsi toutes les sociétés commerciales à se retirer. Les blocs ont maintenant été « ré-emballés », démarqués à nouveau, et inclus dans les enchères. Ils traînent toutefois derrière eux une longue histoire de litiges, d'interventions de la Cour Inter-Américaine des Droits de l'Homme, de plaidoyer des actionnaires et de demandes d'arbitrage.



APERCU: La XI Ronde des enchères pétrolières d'Equateur

- 28 novembre 2012: Ouverture des enchères à la conférence SENAP
- 13 blocs mis aux enchères en Amazonie du Sud-est + 3 blocs mis en négociation directe avec la société d'Etat PetroAmazonas (4 millions d'hectares, 9,9 millions d'acres)
- Selon le gouvernement, les blocs présentent de "hauts risques" mais un "grand potentiel"
- Réserves prouvées: 100 millions de barrils
- Réserves estimées à 369 millions - 1,6 milliard
- 5 blocs retirés de la ronde suite à l'opposition autochtone
- Utilisation prévue de l'oléoduc du nord péruvien pour le transport du brut.
- Appel d'offres ouvert jusqu'en mai 2013
- Signature des contrats prévue pour septembre 2013
- Contrats de production. L'Etat retient 100% de la production pétrolière.
- Le gouvernement espère un investissement de 1 à 1,2 milliard de dollars pour les blocs.
- Sociétés privées intéressées : Repsol (Espagne), ENI (Italie), Andes Petroleum (Chine).
- Sociétés d'Etat intéressées : Pérou, Colombie, Mexique, Turquie, Chili, Vietnam, Indonésie, Biélorussie, Corée du Sud, Chine.



Des réserves douteuses

Les estimations de brut récupérable varient énormément et ne seraient pas viables sur le plan commercial. Un rapport issu du Business Monitor International (BMI), publié en janvier 2013 sur les nouvelles énergies, prévoit que les réserves de pétrole en Equateur commenceront à diminuer en 2014, après avoir atteint leur sommet en 2011, alors que la production pétrolière avait atteint son sommet en 2012, et commencera à diminuer à une vitesse moyenne de 1.81% entre 2013 et 2017. Une réduction considérable des exportations nettes est prévue, avec une baisse annuelle de 15%. Le rapport a conclu que l'ouverture de 13 nouveaux blocs pétroliers dans le sud amazonien ne suffira pas à renverser cette tendance. Les prévisions actuelles indiquent que les réserves de pétrole récupérable de la zone couverte par la 11ème session prolongeraient la production pétrolière de l'Equateur d'une période de deux ans seulement. Cette instabilité est accentuée par un manque d'infrastructure industrielle et de moyens de transport du brut vers l'oléoduc nord-péruvien (North Peruvian Pipeline), car les projets d'extension de l'oléoduc feront sans doute face à une forte opposition, et à des questions de droit de passage.

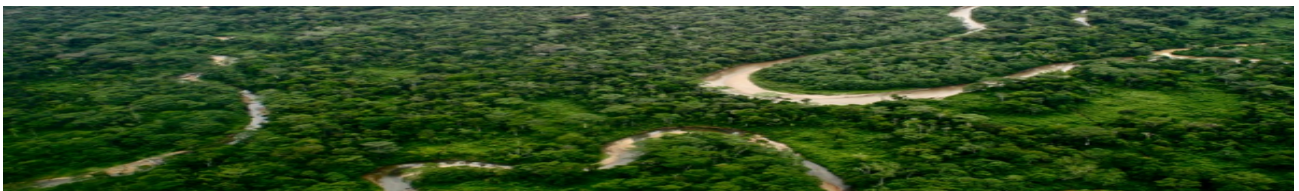
Risque juridique

Plusieurs procès ont été menés contre le gouvernement équatorien et les sociétés impliquées dans l'Amazonie Equatorienne, dont Chevron et Ivanhoe Energy. Récemment, un tribunal équatorien a

condamné Chevron à verser 19 milliards de dollars pour dommages envers l'environnement et la santé publique en Amazonie du nord. La Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme a exigé que le gouvernement Equatorien verse 1.34 million de dollars à la communauté Kichwa de Sarayaku pour sa consultation préalable insatisfaisante avant d'accorder des droits d'exploitation sur leur territoire. Les sociétés faisant des offres lors de la 11ème session courent de très grands risques, dues aux nombreuses déclarations de mauvaises consultations dans les territoires autochtones affectés. Les sociétés ont fait face à plusieurs injonctions ayant mené à des retards et à de nouveaux litiges, grâce à la Constitution progressiste de l'Equateur qui déclare que la nature est une entité détentrice de droits.

Risques sociaux

Les terres proposées lors de la session Sur Oriente représentent des millions d'hectares de terres ancestrales de sept communautés autochtones: Shuar, Achuar, Kichwa, Shiwiar, Andoa, Sapara et Wuaorani. Ces sept communautés ont toutes rejeté les projets extractifs sur leurs territoires. Ces peuples travaillent activement avec la confédération régionale autochtone CONFENIAE et le puissant groupe national CONAIE. CONAIE a déjà été à l'origine de la destitution de plusieurs présidents, de l'interruption d'accords de libre-échange, et a organisé des manifestations qui ont influencé l'opinion publique. Tous les groupes s'engagent à résister activement à la Ronda Sur Oriente et à toute activité de forage sur les terres de ces sept peuples autochtones. (Voir la lettre ouverte de CONFENIAE aux investisseurs ci-joint.)



Récemment, le Ministre des Ressources Naturelles Non-Renouvelables, Wilson Pastor, a retiré cinq blocs de la session, pour cause d'opposition autochtone. Pendant plusieurs mois, toute tentative de consultation auprès des populations autochtones locales a été rejetée. L'Etat a donc été incapable de mener à bien une consultation en accord avec le Décret 1247 et la norme établie par la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme suite au procès Sarayaku contre l'Equateur.

De nombreuses protestations ont marqué l'ouverture de la 11ème session pétrolière, attirant ainsi beaucoup d'attention médiatique en Equateur et ailleurs. L'opposition internationale à cette session est en hausse; une pétition récente a récolté plus d'un million de signatures.

Processus de consultation

Le gouvernement équatorien affirme avoir obtenu le consentement des peuples autochtones affectés suite à une consultation exécutée en bonne et due forme, une déclaration contestée par les peuples eux-mêmes, ainsi que par CONFENIAE et CONAIE. Selon eux, la consultation n'aurait ni été faite dans les langues natives, ni de manière cohérente avec les pratiques locales de prise de décision – un droit garanti par la Convention 169 de l'OIT et la constitution équatorienne. La consultation n'était ni libre, ni préalable ou informée, comme l'exige la constitution. Des contestations au processus adopté par le gouvernement sont attendues.

Risque environnemental

L'Equateur possède l'un des taux de biodiversité les plus élevés des pays amazoniens. Une étude

récente dévoile que 85% de la surface comprise dans la 11ème session est composée de forêt vierge intacte aux espèces endémiques. Compte tenu de la nature fragile de l'écosystème de cette zone et de la dépendance des groupes autochtones locaux à la forêt et aux ressources aquatiques, il est peu probable que les meilleures pratiques et les nouvelles technologies réduisent l'empreinte causée par l'activité pétrolière. Bien qu'on en parle rarement dans le milieu de l'industrie pétrolière ou lors d'exposés auprès d'investisseurs, des milliers d'hectares compris dans la zone concernée par la 11ème session sont actuellement protégés, ce qui pourrait présenter un gros obstacle à toute activité pétrolière. La 11ème session menace l'ambition équatorienne de soumettre ces terres à l'accord international REDD+, en cours de négociation. Ces négociations soulignent une grande contradiction politique entre le Ministère de l'Environnement et le Ministère des Ressources Non-Renouvelables.

Risques politiques et économiques

L'Equateur est considéré globalement comme un mauvais environnement pour l'investissement étranger. La réputation du pays s'est aggravée en 2009, suite à un défaut de paiement de la dette souveraine, menant ainsi à son exclusion soutenue des marchés de capitaux internationaux. Le dernier classement de BMI sur les risques et les récompenses a classé l'Equateur en bas de la liste de l'Amérique latine (avec la Bolivie et l'Argentine) dans les dynamiques de risques des pays en amont. De plus, le sondage mondial pétrolier du Fraser's Institute de 2012 a classé l'Equateur 6ème de la liste des pires pays au monde dans lesquels investir, et conseille fortement d'éviter de tels investissements.

Pour plus d'information contacter :

Gert-Peter Bruch, Planète Amazone: gert@planeteamazone.org, 06 10 23 65 44

Christian Poirier, Amazon Watch : christian@amazonwatch.org, 06 2305 9435

